



HAL
open science

Service militaire

Marc Bessin

► **To cite this version:**

Marc Bessin. Service militaire. Dictionnaire de l'adolescence et de la jeunesse, Paris, PUF, pp. 774-776., 2010. hal-03007389

HAL Id: hal-03007389

<https://hal.science/hal-03007389>

Submitted on 22 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marc Bessin, « Service militaire », *Dictionnaire de l'adolescence et de la jeunesse*, PUF, 2009.

<TITRE>**SERVICE MILITAIRE**

<TEXTE>Le service militaire représente, dans la France du 20^{ème} siècle, une institution de socialisation capitale dans la mise en ordre des âges et des sexes. Toute l'animation collective et rituelle qui l'accompagne, son déclin et sa disparition récente, participent d'une histoire des transformations de la jeunesse.

<IT1>*De l'impôt du sang à l'impôt du temps*

Si la loi Jourdan de 1798 institue le principe de la conscription, celui d'un service militaire universel (masculin) ne voit le jour qu'en 1905. Au 19^{ème} siècle, le recrutement populaire des armées est limité par le tirage au sort (1799), les possibilités de remplacement (1802) et les nombreuses exemptions. Un dixième des classes d'âge, entre 1818 et 1872, dont beaucoup de pauvres, exécute un service militaire long (jusqu'à sept années). On redoute de tirer le mauvais numéro (l'expression restera) et de nombreuses pratiques religieuses et magiques tentent de conjurer le sort pour retenir les jeunes hommes au village. Cette impopularité se vérifie aussi par de fréquentes simulations ou par des gestes

d'automutilation. A partir de 1872, des réformes font évoluer la conscription pour aboutir, en 1905, à l'obligation à deux ans pour tous les garçons, à la suppression des dispenses et du tirage au sort, avec l'autorisation de sursis pour le suivi d'études ou d'un apprentissage.

Les fêtes de conscrits commencent alors véritablement à se développer. La perspective pour tous du départ sous les drapeaux scande le parcours de vie des jeunes gens, qui ne peuvent s'engager dans un travail fixe ou une famille avant la fin de leurs obligations militaires. Des cérémonies à l'esprit cocardier contribuent à une structuration des sociétés locales en groupes de sexes et d'âges, ces rites célébrant le passage au statut d'homme adulte. L'année de conscrit, qui précède le départ, est faite d'initiation et de démesure obligatoire, le desserrement de l'autorité parentale offrant l'occasion des premières expériences sexuelles, de rixes et de beuveries. Au conseil de révision, accompagnés solennellement par le maire au chef-lieu de canton pour être déclarés « bons pour le service », et ainsi « devenir un homme », tous les jeunes de vingt ans redoutent l'inaptitude synonyme de disqualification tant professionnelle que matrimoniale et sexuelle. Une fois sélectionnées, les recrues ne tardent pas à partir pour l'aventure et l'inconnu. Cette obligation collective, en relevant de l'identité nationale, locale, sociale et sexuelle, ne

se discute guère. Tel est le sens du rite initiatique, qui repose aussi sur des mythes qui ont porté le service militaire jusqu'à sa disparition.

Brassage social et géographique, égalité sous l'uniforme, formation du caractère, rattrapage scolaire et culturel, et bien d'autres missions extramilitaires participent en effet d'un récit national de la conscription. Dans une France rurale, où la mobilité est encore réduite, les jeunes de milieu populaire effectuent souvent leur premier grand voyage et découvrent des régions et des cultures différentes. L'usage obligatoire du français dans les casernes joue un rôle d'intégration nationale avant la Première Guerre mondiale. Si quelques jeunes illettrés y ont appris à lire et écrire, la vie recluse en groupe empêche généralement d'en tirer des bénéfices scolaires. Il se dit qu'on y apprend plutôt à boire et à fumer. Les conditions de vie en caserne et la discipline sont éprouvantes, surtout les premiers mois destinés à l'instruction militaire. Après les « classes », les permissions sont possibles, mais demeurent rares. Au-delà des dispenses et des sursis, les recrues plus diplômées bénéficient généralement d'affectations moins contraignantes. Sous l'uniforme se cachent des disparités sociales que l'épreuve de la caserne ne fait souvent que renforcer.

<IT1>*Le déclin de la conscription*

En période de guerre, la proximité de la mort exacerbe ces inégalités. La France, pas officiellement en conflit en Algérie, y envoie 1 200 000 appelés de 1954 à 1962. Ils participent, pendant 30 mois pour les moins chanceux, à ce qu'on appelle pudiquement le « maintien de l'ordre », sous les ordres de jeunes diplômés qui ne sont pas épargnés par toutes ces atrocités. Cette guerre marque un tournant dans l'histoire du service militaire, qui a du mal à s'adapter aux transformations de la société française. En 1963, le service passe à 16 mois (puis à 12 en 1970) et en 1966 le conseil de révision se transforme en « trois jours » destinés à des tests passés dans un cadre plus impersonnel au centre de sélection régional. La tendance semble alors s'inverser. Certes le vent contestataire de mai 68 épargne les casernes, mais la jeunesse scolarisée commence alors à plutôt espérer « se faire réformer ». Les mobilisations lycéennes et étudiantes en 1973, contre la loi Debré sur les sursis d'incorporation, participent d'un antimilitarisme en vogue. Il est relayé au sein même des régiments par un mouvement d'appelés qui tente, à partir de 1974, de défendre des droits démocratiques, des moyens et du respect. Face à ces comités de soldats très minoritaires, la hiérarchie semble toutefois déstabilisée et répond par une répression systématique. Car ce militantisme s'appuie sur un

malaise profond des jeunes avec la conscription. La massification scolaire et l'élévation du niveau culturel transforment la perspective de la vie militaire recluse. Des décalages importants entre les sous-officiers et les recrues alimentent une rhétorique récurrente contre l'absurdité des activités proposées, l'absence de considération des compétences des appelés et l'inadaptation du mode d'encadrement. Les règlements s'adoucissent, les permissions deviennent plus fréquentes, mais la discipline reste soumise à l'arbitraire. Avec les humiliations et les sanctions, ce déficit de justice détonne de plus en plus pour des jeunes dont le sens moral est maintenant mobilisé dès le plus jeune âge.

Les années quatre-vingt, avec son chômage de masse et les difficultés d'insertion des jeunes, accordent cependant un sursis au service militaire. La période est moins propice à la contestation et François Mitterrand abandonne rapidement sa promesse électorale de le réduire à six mois. On incite même l'armée à participer à la lutte contre le chômage. Des « officiers-conseils » tentent sans réels moyens d'insérer les jeunes en difficulté à leur retour à la vie civile, qui prennent surtout les nouvelles formules de volontariat pour un service long afin d'échapper un temps à la précarité. Pour les plus diplômés, les formes civiles du service national se multiplient, venant s'ajouter à la coopération internationale

pour partir à l'étranger. Après l'objection de conscience permettant de travailler dans des associations, on développe ensuite des « services civils » dans les commissariats, les banlieues et les écoles. La diversification du service national contribue aux stratégies possibles pour échapper à la caserne.

Au nom du caractère universel de la conscription, ces inégalités croissantes nourrissent les débats qui enflent sur sa disparition. Ceux qui tentent d'en préserver le principe de la citoyenneté, surtout à gauche, se heurtent à l'argument de la place des femmes. Le volontariat pour un service féminin, instauré en 1971, ne contredit pas la fonction de la conscription dans l'apprentissage des rôles sexués (« impôt du sang, impôt du ventre »). Le sexisme ordinaire est de mise dans les régiments, où les corvées sont conçues comme des sanctions. Lieu de confirmation de la virilité et de l'assimilation entre tâches domestiques et tâches inférieures, l'armée inculque la domination masculine. Mais en devenant la seule institution non mixte, elle renforce son caractère archaïque dans une société où l'égalité entre les sexes devient une préoccupation.

Le modèle du soldat-citoyen est invalidé par la complexification croissante des techniques et des métiers d'armes. De fait, la professionnalisation des armées est à

l'œuvre, le service militaire poursuivant son déclin sur un mode occupationnel. L'installation dans la passivité constitue l'antidote la plus efficace face à l'ennui en treillis. Si certains préfèrent s'investir de façon plus dynamique, par le sport et les sensations fortes, dans les parachutistes ou les commandos, l'expérience ordinaire des derniers appelés reste caractérisée par l'esquive, la décompression et le défoulement. Le refuge dans la sociabilité de chambrée et l'alcool, tolérée par les hiérarchies et associée à la virilité, préserve d'une confrontation avec un monde social qui semble, temporairement, inaccessible. La consommation de joints se développe aussi, mais représente un défi à l'autorité et une source de conflits qui viennent rompre la passivité recherchée. Les autorités militaires préfèrent y voir une transposition des problèmes de banlieue au sein du contingent, en assimilant volontiers jeunes en difficultés et jeunes d'origine maghrébine, dont ils déplorent le défaut d'intégration sans s'interroger sur les amalgames et les discriminations qu'elles génèrent.

Subissant les évolutions sociales tout en y restant imperméable, l'expérience militaire des appelés faite de passivité et de retrait social, devient d'autant plus inadaptée à l'exigence contemporaine d'autonomie et d'engagement des jeunes dans la vie civique, amicale, amoureuse, scolaire ou

professionnelle. Le service militaire, d'abord raccourci, est finalement supprimé en 1997.

<BIBLIOGRAPHIE>

AUVRAY M., *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1998. –

BESSIN M. (dir.) *Autopsie du service militaire (1965-2001)*, Paris, Ed. Autrement « Mémoires », 2002. –

BESSIN M., « L'impôt du temps : le service militaire à la croisée des calendriers biographiques masculins », *Dialogue*, n°127, 1er trimestre 1995, p. 73-87. –

BOZON M., *Les conscrits*, Paris, Berger Levrault, 1981. –

DEVREUX A.-M., « Des appelés, des armes et des femmes : l'apprentissage de la domination masculine à l'armée », *Nouvelles questions féministes*, vol.18, n°3-4, 1997, p. 49-78. – GRESLES F., *Le service national*, PUF « Que sais-je ? », 1997. –

JAUFFRET J.-C., *Soldats en Algérie 1954-1962*. Paris, Ed. Autrement « Mémoires », 2000. – PENNAC D., *Le service militaire au service de qui ?*, Paris, Seuil, 1973. –

PINTO L., « L'armée, le contingent et les classes sociales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, N°3, mai 1975, p. 18-40. –

ROYNETTE O., *"Bons pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Paris, Belin, 2000.

<SIGNATURE> Marc BESSIN